

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 25 MARS 1930

Rapport de la Commission des Colonies, chargée de l'examen du Budget des Recettes et des Dépenses extraordinaires du Congo Belge et du Vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1930.

(Voir le n° 85 du Sénat.)

Présents : MM. VOLCKAERT, président; le comte DE KERCHOVE DE DENTERGHEM, HULIN, MARTENS et LEYNIERS, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Parmi les projets de budgets extraordinaires présentés jusqu'à ce jour pour le Congo Belge et le Ruanda-Urundi, les budgets de 1930 sont de beaucoup les plus importants.

Celui du Congo Belge atteint le chiffre considérable de près de 700 millions de francs, en augmentation de 321,600,000 francs sur le budget précédent.

Dans son Exposé des motifs, le Ministre nous indique les deux raisons principales de cet accroissement : 153,180,000 francs de crédits, qui n'auraient dû être demandés que par fractions dans les budgets de 1931 à 1934, sont incorporés au présent budget et 138 millions sont demandés pour être prêtés à intérêt à une Compagnie de chemins de fer qui les remboursera ultérieurement.

L'incorporation des 153,180,000 fr. est demandée pour que l'Administration dispose des crédits nécessaires à l'achèvement de la plupart des travaux déjà commencés.

Il faut convenir que l'inscription de certains crédits aux budgets extraordinaires, valables pour cinq ans, présente quelque anomalie apparente.

Par suite de la présentation annuelle de budgets extraordinaires, les crédits

votés pour un grand nombre de travaux dont la réalisation s'espaçait sur plus d'un an, ne sont pas demandés pour le coût total de chaque travail projeté, mais par fractions annuelles représentant plus généralement les sommes dépensées pour ceux-ci, en douze mois; les budgets suivants comportent alors les crédits complémentaires nécessaires.

Cette procédure, inspirée de l'article 2 de la loi du 21 août 1921 sur les grands travaux extraordinaires au Congo Belge, prévoyant l'inscription d'une annuité à chaque budget, s'accommode difficilement avec le caractère des budgets extraordinaires actuels sur lesquels les imputations peuvent être faites pendant cinq ans. Il est donc logique que les budgets comportent le coût total de chacun de ces travaux et non les sommes qui sont dépensées annuellement, afin que le Parlement puisse se rendre compte du coût de ces entreprises.

La rectification apportée à ce système, cette année, est donc conforme à l'essence du budget extraordinaire; il est à souhaiter que dans l'avenir on ne s'en départisse plus; c'est d'ailleurs la seule méthode permettant la continuation des travaux, sans que ceux-ci soient interrompus jusqu'au vote des budgets comportant les crédits complémentaires.

Il va de soi que, les budgets pouvant recevoir des imputations pendant cinq ans, il n'est nullement question de dépenser en un an la totalité des crédits demandés.

* *

Le budget extraordinaire comprend trois grands groupements de crédits :

Le premier rassemble des crédits divers gérés par l'Administration métropolitaine;

Le second groupe les crédits pour travaux à effectuer dans les provinces;

Enfin, le troisième concentre les divers travaux et entreprises constituant l'exécution du programme des grands travaux publics, issu des lois du 21 août 1921 et du 8 janvier 1926.

* *

Dans la première catégorie, le poste le plus important est celui qui est réservé aux opérations du portefeuille de la Colonie. Il comprend pour 25 millions et demi de crédits qui sont détaillés dans les développements du budget extraordinaire. Parmi ceux-ci, 18 millions sont réservés à l'augmentation de capital de diverses régies, propriétés de la Colonie dont 10 millions permettront à la Régie du Chemin de fer du Mayumbe d'améliorer la voie de ce chemin de fer et d'accroître son matériel. Un crédit de 5 millions permettra d'allouer des primes remboursables sur la viande frigorifiée que l'on se propose d'introduire en vue d'améliorer principalement l'alimentation des noirs.

Un document publié en annexe au budget établit la composition du Portefeuille de la Colonie au 31 décembre 1929 : en la comparant avec la situation publiée l'année précédente, on constate d'importants mouvements d'entrées et de sorties de valeurs dont les principaux sont signalés dans l'Exposé des Motifs.

Une opération extrêmement importante, puisqu'elle porte sur 300 millions de francs a été notamment réalisée.

De ce fait 1,250,000 actions ordinaires de 250 francs de la Compagnie du Chemin de fer du Katanga sont entrées dans le portefeuille de la Colonie.

Le Parlement se souviendra que la Colonie, durant la guerre, avait consenti des avances à cette Société en livres sterling et en dollars (1,182,129.26 liv. st. à 24.41 et 2,509,992.30 doll. à 5,5628) qui, converties au cours moyen du change congolais représentaient une somme de 44 millions de francs. Il avait été convenu que cette somme serait couverte par une créance de pareil montant produisant 5 1/2 p. c. par an.

En outre, la différence de change entre cette somme et celle qui serait obtenue en convertissant les devises étrangères avancées au cours du change, au moment où l'emprunt anglais contracté par la Colonie pour effectuer ces avances viendrait à remboursement, serait bonifiée à la Colonie en actions ordinaires de la Société.

Le remboursement de cet emprunt s'effectuant en vingt-cinq ans à partir de 1931, la Colonie et la Société se sont mises d'accord pour adopter comme taux de conversion celui de la stabilisation du franc belge.

D'autre part, comme la créance de 44 millions, produisant un intérêt annuel de 5 1/2 p. c., ne devait être remboursée qu'après le remboursement intégral du capital privilégié de cette Société, la Colonie a obtenu la mobilisation de cette créance à longue échéance, en la transformant en actions ordinaires de la société, actions à la rétribution desquelles la charge de l'intérêt à 5 1/2 p. c. sur 44 millions est exclusivement affectée.

L'entrée de ces titres dans le portefeuille de la Colonie pour une valeur de 300 millions, liquide donc toutes les opérations d'avances consenties antérieurement par la Colonie et constitue en faveur de celle-ci un poste important contrebalançant en partie la dette congolaise dont elle supporte la charge.

D'autres postes importants de valeurs

sont entrés dans le portefeuille de la Colonie et en augmentent encore la valeur intrinsèque.

Dans le premier groupe figurent : un crédit de 6,069,750 francs pour l'armement de la Force Publique, un crédit de 6,035,000 francs pour l'abornement des frontières.

Au chapitre 1^{er}, article 5, figure un crédit de 7,000,000 de francs, destiné à couvrir les frais de mobilier et matériel scientifique en vue du transfert à Anvers de l'École de Médecine tropicale.

* *

Les crédits pour les dépenses extraordinaires des Gouvernements provinciaux de la Colonie, qui forment le second groupe des crédits du budget extraordinaire, s'élèvent à 196 millions 943,412 francs. Ils comprennent une longue énumération de travaux à effectuer dans la Colonie tels que les frais du transfert du Gouvernement général dans la nouvelle capitale à Léopoldville, l'érection de nombreuses habitations pour le personnel colonial, les constructions pour les bâtiments administratifs des différents services, les écoles, prisons, les travaux d'équipement des lignes télégraphiques et téléphoniques, les installations des postes de T.S.F., les installations sanitaires, hôpitaux et habitations pour infirmières, des camps de travailleurs, des fermes, etc.

Au point de vue de la distribution territoriale de ces dépenses, elles se répartissent comme suit :

A. Province du Congo	
Kasaï	90,067,000
B. Province de l'Équateur	
.	22,214,832
C. Province Orientale	
.	13,905,280
D. Province du Katanga	
.	47,478,300
E. Constructions dans les camps militaires	
.	15,000,000
F. Télégraphie sans fil	
.	3,278,000
G. Navigation aérienne	
.	5,000,000
Total. 196,943,412	
=====	

En ce qui concerne la répartition de ces crédits par destination des dépenses, l'Exposé des Motifs en donne la distribution suivante :

Transfert du Gouvernement général à Léopoldville, bâtiments pour les services publics, y compris la justice, la police et les prisons	76,324,200
Logements pour Européens	55,729,100
Habitations pour les indigènes	16,278,907
Travaux dans les camps militaires	15,000,000
Bâtiments et travaux relatifs aux services de l'hygiène	2,461,500
Écoles et bâtiments destinés à l'instruction publique	4,343,705
Subsides pour construction des églises	2,955,000
Lignes télégraphiques, téléphoniques et T.S.F.	12,158,000
Construction et infrastructure des lignes de navigation aérienne	5,000,000
Travaux et installations pour le développement de l'agriculture	5,193,000
Ouvres sociales et expositions	1,500,000
Total. 196,943,412	
=====	

Dans ces chiffres sont compris des crédits s'élevant à 55,050,000 francs qui sont incorporés cette année dans le budget au lieu d'être demandés au budget suivant pour les raisons déjà développées au début de ce rapport.

* *

Le troisième groupe des crédits du budget de cette année, a trait aux nombreux travaux se rattachant au programme des grands travaux publics dans la Colonie, programme tracé par la loi du 21 août 1921.

Les crédits demandés cette année s'élèvent à 456,194,500 francs, se répartissant comme suit :

Pour les chemins de fer. . .	141,300,000
Pour le réseau fluvial, le balisage des fleuves et le programme des ports . . .	90,787,000
Pour le programme routier . . .	42,182,500
Pour les travaux publics dans les centres urbains, traversés par les voies de communication . . .	181,925,000

Total. 456,194,500

=====

Les crédits demandés pour les chemins de fer comprennent une somme de 141,300,000 francs destinée à permettre au Gouvernement de continuer le service des avances de fonds à la Compagnie du Chemin de fer du Bas-Congo (Matadi-Léopoldville) pour la transformation de la voie et l'outillage de cette ligne.

Ces sommes seront, comme par le passé, entièrement remboursées par la Compagnie lors de l'émission d'obligations; la Compagnie sert à la Colonie l'intérêt sur les avances qui lui sont consenties.

La Colonie ne supporte donc aucune charge du chef de ces opérations.

Des crédits sont prévus sous cette rubrique également pour couvrir les frais d'une mission qui étudie la liaison du chemin de fer du Katanga à celui du Benguela.

* * *

Les crédits qui ont trait au développement du réseau fluvial, au balisage des fleuves et au programme des ports s'élèvent à 90,787,000 francs.

Ils comportent pour le service hydrographique, le balisage des fleuves et le curage des rivières : 31,540,000 francs de crédits.

Le programme des ports comprend des inscriptions de crédits à concurrence

de 57,947,000 francs dont 43 millions 100,000 francs pour les ports de la province du Congo Kasai (Boma, Ango-Ango, Matadi, Léopoldville, Bandundu), 2 millions de francs pour la province de l'Équateur (Congo-Kinshasa et Bumba), 6 millions 847,000 francs pour la province Orientale (Stanleyville, Ponthierville, Kasenye, Uvira), 4,000,000 de francs pour la province du Katanga (Kongolo, Albertville, Zongwe, Vua), enfin, 2 millions de francs pour le port de Kigoma. 1,300,000 francs sont affectés à l'achèvement d'un bateau-lazaret chargé de la police sanitaire des ports du Bas-Congo.

Quant au programme routier, il s'élève à 42,182,500 francs de crédits qui se répartissent entre les diverses provinces et qui doivent permettre la continuation des travaux de création de voies de communication ainsi que le parachèvement des routes déjà existantes.

Le solde des crédits du chapitre III s'établit à 181,925,000 francs. Il s'agit de travaux d'équipement de localités se trouvant sur les voies de communication principalement en hôpitaux, en travaux de voirie et d'égouts et de distribution d'eau. Ces travaux auraient tout aussi bien pu trouver place au chapitre II.

Mais comme la loi du 21 août 1921, en vertu de laquelle ces travaux sont exécutés, les a rangés dans l'ordre où ils sont présentés, on a préféré respecter le cadre tracé afin que les comptes de dépenses accusent les résultats dans l'ordre où ils ont été prévus.

Tous ces travaux dont la nécessité s'est affirmée sur place, au cours des réunions entre le Gouverneur Général et les Gouverneurs de province, représentent un programme considérable. Le Ministre, dans son Exposé des motifs, totalise les crédits accordés depuis dix ans pour les travaux des chapitres II et III; le chiffre des crédits consentis est assurément impressionnant puisqu'il atteint 2,533,000,000 de francs.

Le Gouvernement vous propose un

répit, après un effort aussi considérable. Les travaux en cours seraient achevés, leur coût réel chiffré, et les résultats obtenus seraient inventoriés : un rapport d'ensemble serait alors remis au Parlement.

La période de répit serait utilisée par le Gouvernement pour faire étudier par les autorités locales, sur place, un nouveau programme dont le Parlement serait saisi en temps opportun avec l'étude des moyens financiers nécessaires.

Votre Commission pense en effet qu'après une étape aussi imposante, il convient d'observer un temps d'arrêt dans les initiatives nouvelles tout en poursuivant l'équipement méthodique et progressif de la Colonie qui réclame constamment des travaux d'urgente utilité.

Le tableau de la Dette publique est joint au budget ; aucun nouvel emprunt n'a été contracté (p. 130.)

La dette flottante accuse une augmentation relativement importante,

mais il y a lieu de tenir compte des nombreuses avances de fonds consenties à des Compagnies de chemins de fer, avances qui seront remboursées et diminueront donc le montant de cette dette.

Quant à la dette indirecte, le projet vous propose d'autoriser un certain nombre de garanties de capital dont l'honorable Ministre a inséré la justification dans l'Exposé des motifs.

Enfin, les recettes du budget extraordinaire sont évaluées pour l'année 1930, à la somme de 167,562,000 francs.

Dans cette somme ne sont pas compris les 138,100,000 francs de crédits demandés pour avances à la Compagnie du Chemin de fer du Congo et qui seront remboursées après 1930.

C'est donc par plus de 305,000,000 de francs que l'on peut évaluer les recettes afférentes au présent projet.

Le solde seul est à couvrir par l'emprunt.

MADAME, MESSIEURS,

Le projet de budget extraordinaire du Ruanda-Urundi, pour l'exercice 1930, s'élève à 35,032,500 francs, en augmentation de 31 millions sur le budget précédent.

Comme le dit l'Exposé des motifs, ce budget inaugure une nouvelle politique de travaux publics et d'équipement du territoire, en rapport avec les nécessités locales. La période qui vient de se terminer a été tout entière consacrée à occuper le territoire, à organiser les services et à amorcer les voies de communication les plus indispensables. Au point de vue de l'équipement de ces territoires, tout était à faire, mais il fallait agir avec prudence, reconnaître le terrain, étudier la situation d'ensemble, éviter les programmes hâtifs, tenir compte de l'expérience.

Aujourd'hui, le Gouvernement s'engage résolument dans la voie des réalisations.

Les travaux publics divers du territoire bénéficient de 28,432,500 francs de crédits qui sont affectés aux habitations, aux bâtiments administratifs, aux camps pour noirs, aux hôpitaux, à l'enseignement, à l'agriculture et aux installations techniques.

D'importants crédits sont destinés aux habitations pour européens; ils permettront de porter remède à la pénurie actuelle des logements du personnel. Les renforcements successifs du nombre des agents ont aggravé la crise. Il était urgent d'y remédier, non seulement dans l'intérêt bien compris du personnel dont le rendement ne peut que s'accroître avec la jouissance d'un certain confort, mais aussi pour assurer vis-à-vis des populations le prestige de l'autorité mandataire.

Les crédits pour l'enseignement, l'hygiène, l'agriculture et les installations techniques s'élèvent à 13,033,900 francs. Un crédit de 2 millions assurera la réalisation des travaux routiers dans la

région nord-est du Ruanda. Des crédits importants sont prévus également pour la lutte contre le pian, le reboisement du Ruanda et les mesures éventuelles à prendre en cas de famine.

En tenant compte des 50 millions accordés au budget extraordinaire de 1929, pour le programme routier, le Ruanda-Urundi aura obtenu en deux ans 89,032,500 francs de crédits extraordinaires. Rien ne démontre mieux que l'élan est donné à la réalisation d'un vaste programme d'équipement et d'outillage du territoire. Cette nouvelle orientation d'une politique de réalisations ne pourra qu'améliorer le sort des indigènes; elle atténuera ou évitera, dans l'avenir, l'effet désastreux des famines périodiques et elle assurera l'essor économique d'un pays que nous avons trouvé inorganisé.

Les crédits demandés au budget extraordinaire de 1930 seront couverts par l'emprunt. A ce propos, votre Commission estime utile de faire une remarque.

Le Ruanda-Urundi vient de faire un gros effort en équilibrant son budget ordinaire, malgré les renforts en personnel et l'extension de ses services. D'autre part, la Colonie a consenti, au Ruanda-Urundi, en 1929, un prêt de 50 millions pour le programme routier à un taux de 2 p. c. l'an, avec amortissement différé.

Ne serait-il pas à souhaiter aussi que la Belgique aidât, à son tour, le Ruanda-Urundi, au moment où il passe à une nouvelle phase de son évolution?

Les charges d'intérêts et d'amortissement, pour les prêts consentis par la Belgique, figurent au budget ordinaire de 1930 pour un montant de 2,146,385 francs.

Reconnaissons que la charge est lourde eu égard à la situation économique des territoires sous mandat, et souhaitons que la Belgique puisse l'alléger bientôt, soit par une remise des intérêts dus, soit par une réduction notable du taux d'intérêt, si elle pouvait enfin avoir l'assu-

rance que l'Administration de ces provinces lui sera définitivement attribuée, sans vivre perpétuellement sous la menace non déguisée des revendications allemandes.

En formulant le vœu que le Gouvernement étudie cette question, votre Commission, par trois voix contre deux, a l'honneur de vous proposer l'approbation des budgets extraordinaires du

Congo Belge et du Vice-Gouvernement général du Ruanda-Urundi, pour l'exercice 1930.

Le Président,
V. VOLCKAERT.

Le Rapporteur,
R. LEYNIERS.

ANNEXE

Question posée par la Commission et réponse du Gouvernement.

QUESTION. — Un crédit de 7 millions de francs est sollicité au budget extraordinaire pour le transfert de l'Ecole de Médecine tropicale à Anvers.

La Commission des Colonies serait obligée à M. le Ministre des Colonies de fournir quelques explications complémentaires sur ce projet de transfert.

RÉPONSE. — L'Exposé des motifs rappelle que cette question est en discussion depuis plusieurs années. Il s'agit de savoir si les institutions médicales (Ecole de médecine tropicale, Clinique Léopold II), s'occupant de la formation du personnel médical ou du traitement des maladies coloniales doivent se trouver au siège du Ministère des Colonies ou s'il convient, au contraire, de les centraliser dans un port.

La grande majorité des compétences médicales se sont prononcées en faveur de la concentration des organisations médicales dans un port maritime : Anvers en l'occurrence.

L'opinion des milieux scientifiques est

d'ailleurs confirmée par l'exemple que nous donnent les grandes puissances coloniales : toutes y ont concentré leurs services de médecine coloniale dans les ports, en relation étroite avec les pays d'outre-mer.

Il faut rapprocher du crédit demandé à cette fin, la disposition spéciale à insérer dans la loi du budget ordinaire tendant à obtenir du Parlement que tous les pouvoirs soient donnés au Ministre des Colonies, ainsi qu'au Ministre des Finances de Belgique, pour réaliser les biens appartenant à la Clinique Léopold II dont le déplacement à Anvers s'effectuera en même temps.

La solution proposée par le Gouvernement à cette question est donc conforme aux enseignements de la science et aux exemples des nations coloniales.

Il m'est agréable de constater que l'effort que l'on demande à la Colonie en cette matière, sera partagé par la Province et la Ville d'Anvers, ainsi que par de généreux donateurs à qui va la reconnaissance de la Colonie.

BELGISCHE SENAAAT

VERGADERING VAN 25 MAART 1930

Verslag uit naam van de Commissie van Koloniën belast met het onderzoek van de Begrooting der Buitengewone Ontvangsten en Uitgaven van Congo en van het Vice-Gouvernement-Generaal Roeanda-Oeroendi voor het dienstjaar 1930.

(Zie n^o 85 van den Senaat.)

Aanwezig : De heeren VOLCKAERT, voorzitter ; Graaf DE KERCHOVE DE DENTERGHEM, HULIN, MARTENS, en LEYNIERS, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Onder de buitengewone begrootingen die tot nog toe voor Congo en Roeanda-Oeroendi werden ingediend, zijn die voor 1930 veruit de aanzienlijkste.

Deze voor Belgisch Congo bereikt het aanzienlijk bedrag van 700 miljoen, zijnde een verhooging van 321,600,000 frank, op de voorgaande begrooting.

In zijn Memorie van Toelichting geeft de Minister ons de twee voornaamste redenen dezer verhooging op : 153 miljoen 180,000 frank kredieten, die slechts bij breuken op de begrootingen van 1931 tot 1934 moesten gevraagd worden, zijn in de onderhavige begrooting ingelascht en 138 miljoen worden gevraagd om, tegen interest, geleend te worden aan een Spoorwegmaatschappij die ze naderhand zal terugbetalen.

De inlassching van 153,180,000 frank wordt gevraagd om het beheer over de noodige kredieten te laten beschikken voor de voltooiing van het meerendeel der reeds aangevatte werken.

Men moet toegeven dat de inschrijving van sommige kredieten op de buitengewone begrootingen, dienstig voor vijf jaar, een schijnbare anomalie oplevert.

Ingevolge de jaarlijksche voorlegging

van buitengewone begrootingen worden de kredieten, gestemd voor een groot aantal werken waarvan de uitvoering over meer dan één jaar strekt, niet gevraagd voor de globale kosten van elk ontworpen werk, doch bij jaarlijksche breuken die meer in het algemeende sommen vertegenwoordigen daarvoor in twaalf maanden uitgegeven; de volgende begrootingen bevatten dan de noodige aanvullende kredieten.

Deze procedure, ingegeven door artikel 2 der wet van 21 Augustus 1921 op de buitengewone werken in Belgisch Congo, waarbij de inschrijving van een annuïteit op elke begrooting wordt voorzien, komt moeilijk overeen met het kenmerk der huidige buitengewone begrootingen, waarop aanrekeningen kunnen worden gedaan gedurende vijf jaar. Het is derhalve logisch dat de begrootingen den totalen prijs van elk dezer werken behelzen en niet de sommen die jaarlijksch worden uitgegeven, opdat het Parlement zich rekening zou kunnen geven van de kosten dezer ondernemingen.

De verbetering dit jaar aan dit stelsel toegebracht, komt dus overeen met de essentie van de buitengewone begrooting; het is te wenschen dat men er voor-

taan niet meer van af wijke; het is trouwens de eenige methode om de voortzetting der werken mogelijk te maken, zonder dat deze onderbroken worden tot de stemming der begrotingen welke de aanvullende kredieten bevatten.

Het spreekt van zelf dat, waar de begrotingen aanrekeningen gedurende vijf jaar kunnen ontvangen, er geen spraak van is in één jaar het volle bedrag der gevraagde kredieten uit te geven.

* * *

De buitengewone begrooting beslaat drie groote kredietgroepeerings:

De eerste omvat de onderscheiden kredieten door den Dienst van het Moederland beheerd;

De tweede groep, de kredieten voor werken in de provinciën uit te voeren;

De derde, ten slotte, omvat de verschillende werken en ondernemingen die de uitvoering vertegenwoordigen van het programma der groote openbare werken, volgens de wetten van 21 Augustus 1921 en van 8 Januari 1926.

* * *

In de eerste reeks is de aanzienlijkste post voorbehouden aan de verrichtingen van de portefeuille van de Kolonie. Zij omvat voor 25.5 miljoen kredieten, omschreven in de toelichting der buitengewone begrooting. Bij deze worden 18 miljoen voorbehouden aan de verhooging van kapitaal van verschillende Staatsbedrijven, eigendom van de Kolonie, waarvan 10 miljoen het bedrijf van den Mayumbe-spoorweg zullen toelaten het spoor van dezen weg te verbeteren en zijn materiaal te vermeerderen. Een krediet van 5 miljoen zal toelaten premien toe te kennen terugvorderbaar op het bevroren vleesch, dat men zich voorneemt in te voeren, vooral met het oog op betere voeding der negers.

Een dokument als bijlage van de begrooting verschenen, zet de samenstelling uiteen van de portefeuille der

Kolonie op 31 December 1929: een vergelijking hiervan met den toestand het vorig jaar bekend gemaakt, doet aanzienlijke bewegingen uitschijnen van in- en uitgang van waarden waarvan de voornaamste in de Memorie van Toelichting worden aangehaald.

Een uiterst belangrijke verrichting, vermits zij op 300 miljoen frank slaat, werd namelijk verwezenlijkt. Dienvolgens zijn 1,250,000 gewone aandelen van 250 frank van de Spoorwegmaatschappij van Katanga in de portefeuille van de Kolonie gekomen.

Het Parlement zal zich herinneren dat de Kolonie, tijdens den oorlog, voorschotten had toegestaan aan deze Maatschappij in ponden sterling en in dollars (£ 1,182,129-26 aan 24,41 en £ 2,509,992-30 aan 5,5628) die, omgezet tegen den gemiddelden koers der Congo-valuta, een som van 44 miljoen frank vertegenwoordigden. Er was overeen gekomen dat deze som zou gedekt zijn door een schuldvordering van gelijk bedrag, gevende 5,5 t. h. per jaar.

Het verschil van valuta tusschen deze som en die welke verkregen zou zijn met de voorgeschoten vreemde deviezen om te zetten tegen den wisselkoers, op het oogenklik dat de Engelsche leening door de Kolonie aangegaan om deze voorschotten te vereffenen zou verstrijken, dit verschil zou daarenboven ten goede komen aan de Kolonie onder vorm van gewone aandelen der Maatschappij.

Daar de terugbetaling dezer leening gedurende vijf en twintig jaar vanaf 1931 geschiedt, zijn de Kolonie en de Maatschappij overeengekomen als omzettingskoers dezen van de stabilisatie van den Belgischen frank aan te nemen.

Anderzijds, vermits de schuldvordering van 44 miljoen, welke een jaarlijkschen interest van 5 1/2 t. h. opbrengt, slechts moest terugbetaald zijn na de algeheele terugbetaling van het bevoorrecht kapitaal dezer Maatschappij, heeft de Kolonie de mobilisatie verkregen van deze schuldvordering op

langen termijn, met haar om te zetten in gewone aandelen der Maatschappij, aandelen aan welker opbrengst de interestlast van 5 1/2 t. h. op 44 millicen uitsluitend wordt besteed.

Daar de portefeuille van de Kolonie wordt verrijkt met deze titels voor een bedrag van 300 miljoen, worden derhalve al de vroeger door de Kolonie toegestane voorschotten vereffend en beschikt deze laatste over een belangrijke post die gedeeltelijk opweegt tegen de Congoleesche schuld waarvan zij den last draagt.

Andere belangrijke posten van waarde werden in de portefeuille van de Kolonie gestoken en aldus wordt de algeheele waarde van de portefeuille nog verhoogd.

In de eerste groep komen voor : een krediet van 6,069,750 frank voor de bewapening van de landmacht en een krediet van 6,035,000 frank voor de afbakening van de grenzen.

In het eerste hoofdstuk, artikel 5, komt een krediet voor van 7 miljoen dat bestemd is om de uitgave te dekken voor mobilair en wetenschappelijk materieel met het oog op het overbrengen naar Antwerpen van de school voor tropische geneeskunde.

De kredieten voor de buitengewone uitgaven der provinciale gouvernementen van de Kolonie, die de tweede groep van de kredieten der buitengewone begroeting vormen, bedragen 196 miljoen 943,412 frank. Daarbij komt een lange opsomming voor de werken in de Kolonie uit te voeren, zooals de onkosten van het overbrengen van het gouvernement-generaal naar de nieuwe hoofdstad Leopoldville, het oprichten van talrijke woningen voor het koloniaal personeel, het bouwen van de bestuurlijke lokalen voor de onderscheiden diensten, de scholen-gevangenissen, de werken voor uitrusting der telegraaf- en telefoonlijnen, het inrichten van posten voor draadloze telegrafie, de gezondheidsinstellingen, ziekenhuizen en woningen voor ziekenverpleegsters, kampen voor arbeiders, hoeven, enz.

In opzicht van de territoriale verdeling worden deze uitgaven onderverdeeld als volgt :

A. Congo Kasai-provincie.	90,067,000
B. Evenaar-provincie. . .	22,214,832
C. Oosterprovincie. . .	13,905,280
D. Katanga-provincie. . .	47,478,300
E. Bouwwerken in de militaire kampen. . . .	15,000,000
F. Draadloze telegrafie.	3,278,000
G. Luchtvaart. . . .	5,000,000

Totaal. 196,943,412
=====

Wat de verdeling dezer kredieten volgens den aard der uitgaven betreft, geeft de Memorie van toelichting de volgende verdeling aan :

Overbrengen van het Gouvernement-generaal naar Leopoldville, met inbegrip van den gerechtsdienst, de politie en de gevangenissen
fr. 76,324,200

Huisvesting voor Europeanen 55,729,100

Woningen voor inboorlingen. 16,278,907

Militaire kampen 15,000,000

Gebouwen en werken betreffende den gezondheidsdienst 2,461,500

Scholen en gebouwen bestemd tot het openbaar- en vakonderwijs. 4,343,705

Toelagen voor het bouwen van kerken 2,955,000

Telegraaf- en telefoonlijnen en draadloze. 12,158,000

Bouw en onderbouw van luchtlijnen 5,000,000

Werken en inrichtingen voor de ontwikkeling van den landbouw 5,193,000

Maatschappelijke werken en tentoonstellingen. 1,500,000

Totaal. 196,943,412
=====

In deze cijfers zijn kredieten begrepen ten bedrage van 55,050,000 frank, die dit jaar zijn ingelijfd in de begrooting in stede van te worden aangevraagd op de volgende begrooting, wegens de redenen die reeds werden uiteengezet in den aanhef van dit verslag.

* * *

De derde groep van de kredieten der begrooting van dit jaar heeft betrekking op de talrijke werken die verband houden met het programma der groote openbare werken in de Kolonie; dit programma werd voorgeschreven bij de wet van 21 Augustus 1921.

De voor dit jaar aangevraagde kredieten bedragen 456,194,500 frank en worden onderverdeeld als volgt :

Voor de spoorwegen	fr. 141,300,000
Voor de stroomen, de betonning, der stroomen en het programma van de havens.	90,787,000
Voor het wegenprogramma	42,182,500
En voor de openbare werken in de stedencentra, doorkruisd door verkeerswegen	181,925,000

Totaal fr. 456,194,500	=====

De kredieten voor de spoorwegen gevraagd beslaan een som van 138 miljoen 100,000 frank, bestemd om de Regeering toe te laten den dienst voort te zetten van de voorschotten aan de Spoorwegmaatschappij van den Beneden-Congo (Matadi-Leopoldville) voor den ombouw van de spoorlijn en haar toerusting.

Zooals vroeger, zullen deze sommen door de Maatschappij geheel terugbetaald zijn bij de uitgifte van obligatiën; de Maatschappij betaalt aan de Kolonie den interest op de toegestane voorschotten.

De Kolonie draagt dus geen enkelen last uit hoofde dezer verrichtingen.

Kredieten worden insgelijks onder deze rubriek voorzien om de kosten te dekken van een zending die de aansluiting van den Katangaspoorweg met dien van Benguella bestudeert.

* * *

De kredieten die slaan op de uitbreiding van het net der binnenwateren, de betonning der stroomen en het programma der havens bereiken 90,787,000 frank.

Voor den hydrografischen dienst, de betonning der stroomen en de uitdieping der rivieren beslaan zij kredieten van 31,540,000 frank.

Het programma der havens voorziet kredietinschrijvingen ten bedrage van 57,947,000 frank, waarvan 43,100,000 fr. voor de havens der Congo-Kasai provincie (Boma, Ango-Ango, Matadi, Leopoldville, Bandudu), 2 miljoen voor de Katanga provincie (Kongola, Albertville, Tongwe, Vua), ten slotte 2 miljoen voor de haven van Kigowa. Een miljoen 300,000 frank zijn besteed aan de voltooiing van een lazaret-schip, belast met de gezondheids politie der havens van den Beneden-Congo.

Het wegenprogramma bedraagt 42,182,000 frank kredieten die zich verdeelen over de verschillende provinciën en die de voortzetting moeten mogelijk maken van het aanleggen van verbindingswegen en de voltooiing van de reeds bestaande werken.

Het saldo der kredieten bij hoofdstuk III, bedraagt 181,925,000 frank. Het geldt werken tot bouwen, in de plaatsen langs de verkeerswegen, van ziekenhuizen en tot aanleg van wegen, rioleering en waterleiding. Deze werken hadden even goed in hoofdstuk II een plaats gevonden.

Doch, daar de wet van 21 Augustus 1921, krachtens dewelke deze werken uitgevoerd worden, hen in de volgorde waarin zij voorkomen heeft gerangschikt, zoo heeft men verkozen hen niet uit hun verband te rukken opdat de

rekening der uitgaven de uitslagen zou vermelden in de volgorde waarin zij werden voorzien.

Al deze werken die ter plaatse noodig bleken, in den loop van de samenkomsten van den Gouverneur Generaal met de Gouverneurs der provincie, vormen een uitgebreid programma. In zijn Memorie van Toelichting, totaliseert de Minister de sedert tien jaar voor de werken onder de hoofdstukken II en III verleende kredieten; het cijfer der toegestane kredieten is indrukwekkend vermits het 2,533,000,000 frank bedraagt.

De Regeering stelt U een stilstand voor, na dergelijke krachtinspanning. De loopende werken zouden worden voltooid, hunne werkelijke kosten berekend en een inventaris van de bekomen uitslagen opgemaakt : een volledig verslag zou alsdan bij het Parlement ter tafel worden gelegd.

Het tijdperk van stilstand zou door de Regeering worden benuttigd om door de plaatselijke besturen een nieuw programma ter studie te doen leggen, dat tijdig bij het Parlement zou worden ingediend met onderzoek van de noodige financiële middelen.

Uwe Commissie meent inderdaad dat na zulke indrukwekkende etape, nieuwe initiatieven even moeten worden stopgezet, mits de methodische en geleidelijke

uitrusting van de Kolonie, die steeds werken van algemeen nut vergt, daarbij niet uit het oog te verliezen.

De tabel der Openbare Schuld is bij de begrooting gevoegd; geen nieuwe leening werd aangeaan (blz. 130).

De vlottende schuld boekt een betrekkelijk aanzienlijke stijging, doch men moet rekening houden met de talrijke voorschotten aan de Spoorwegmaatschappijen die echter zullen worden terugbetaald en dus het bedrag van deze schuld zullen doen slinken.

Voor de onrechtstreeksche schuld stelt het ontwerp U voor een zeker aantal kapitaalwaarborgen toe te staan, waarvan de geachte Minister de rechtvaardiging in de Memorie van Toelichting heeft gegeven.

De ontvangsten van de buitengewone begrooting worden geraamd op 167 miljoen 562,000 frank, voor het jaar 1930.

In deze som zijn niet begrepen de kredieten ten beloope van 138,100,000 frank gevraagd om aan de Spoorwegmaatschappij van Congo voor te schieten, en die na 1930 zullen worden terugbetaald.

Op meer dan 305,000,000 frank mag men dus de ontvangsten op deze begrooting ramen.

Het saldo alleen moet door leening worden gedekt.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van buitengewone begrooting van Roeanda-Oeroendi voor het dienstjaar 1930 bedraagt 35,032,500 frank, zegge een verhooging van 31 miljoen tegenover de vorige begrooting.

Zooals in de Memorie van Toelichting wordt gezegd, leidt deze begrooting eene nieuwe politiek van openbare werken en van uitrusting van het grondgebied in, in verhouding tot de plaatselijke noodwendigheden. Het afgelopen tijdperk werd volledig besteed aan het bezetten van het grondgebied, aan de inrichting van de diensten en aan het aanleggen van de meest onontbeerlijke verbindingswegen. Op gebied van uitrusting dezer grondgebieden was er alles te doen, er diende echter omzichtig te werk gegaan, het terrein moest worden verkend, men moest den toestand in zijn geheel bestudeeren, al te overhaaste programma's vermijden en rekening houden met de ervaring.

Thans gaat de Regeering beslist den weg der verwezenlijking op.

De verschillende openbare werken op het grondgebied nemen kredieten in beslag voor een bedrag van 28,432,500 frank, die worden besteed aan de woningen, aan de bestuurlijke gebouwen, aan de kampen voor negers, aan de ziekenhuizen, aan het onderwijs, aan den landbouw en aan de technische instellingen.

Belangrijke kredieten worden besteed aan het bouwen van woningen voor Europeanen; ze zullen toelaten te voorzien in het huidige gebrek aan woningen voor het personeel. De achtereenvolgende verhoogingen van het aantal bedienden hebben de crisis nog verergerd. Het was dringend daarin te voorzien niet alleen in het welbegrepen belang van het personeel, wiens werkendeering steeds kan stijgen tengevolge van het genieten van een zeker comfort, maar ook om tegenover de bevolking

het prestige van het gezag der mandatarissen hoog te houden.

De kredieten voor het onderwijs, de hygiëne, den landbouw en de technische instellingen bedragen 13,033,900 frank. Een krediet van 2 miljoen zal de verwezenlijking verzekeren van de wegwerken in het Noord-Oosten van Roeanda. Belangrijke kredieten zijn eveneens voorzien voor dens trijd tegen framposia, de herbebossching van Roeanda en de eventueele maatregelen te treffen in geval van hongersnood.

Wanneer men rekening houdt met de 50 miljoen, toegestaan op de buitengewone begrooting voor 1929 voor het wegenprogramma, zal Roeanda-Oeroendi in twee jaar 89,032,000 frank aan buitengewone kredieten hebben bekomen. Niets bewijst beter dat men beslist de verwezenlijking heeft aangevæt van een ruim programma van uitrusting en bewerktuiging van het grondgebied. Deze nieuwe oriëntering van eene politiek van verwezenlijking zal enkel het lot van de inboorlingen kunnen verbeteren en zal in de toekomst de noodlottige gevolgen van de periodieke hongersnooden verzachten of voorkomen; zij zal den economischen bloei verzekeren van een land dat wij zonder eenige organisatie hebben aangetroffen.

De kredieten aangevraagd op de buitengewone begrooting voor 1930 zullen worden gedekt door ontleening. Naar aanleiding daarvan acht Uwe Commissie het nuttig eene opmerking te maken.

Roeanda-Oeroendi heeft pas eene groote inspanning gedaan met zijn gewone begrooting in evenwicht te brengen, spijs de uitbreiding van het personeel en van de diensten. Van den anderen kant heeft de Kolonie in 1929 aan Roeanda-Oeroendi eene leening van 50 miljoen toegestaan voor het wegenprogramma tegen een interest van 2 t. h. 's jaars met delging op langen termijn.

Ware het eveneens niet wenschelijk dat België op zijne beurt Roeanda-Oeroendi zou helpen op het oogenblik

waarop deze provincie in een nieuwe fase van hare evolutie treedt ?

De lasten van de interesten en van de aflossing voor de leeningen door België toegestaan, komen op de gewone begrooting voor 1930 in aanmerking voor een bedrag van 2,146,385 frank. Laten wij toegeven dat de last zwaar is ten aanzien van den economischen toestand van de onder mandaat staande grondgebieden, en den wensch uitdrukken dat België eerlang dezen last kunne verlichten, hetzij door kwijschelding der verschuldigde interesten, hetzij door eene merkelijke vermindering van den interestvoet, indien België ten slotte de verzekering kon verkrijgen dat het beheer dezer provinciën aan ons land

definitief zal worden toegekend, zonder steeds te moeten leven onder de openlijke bedreiging van de Duitsche eischen.

Uwe Commissie drukt den wensch uit dat de Regeering dit vraagstuk zal onderzoeken, en met drie stemmen tegen twee heeft zij de eer U voor te stellen de buitengewone begrootingen van Belgisch Congo en van het Vice-Gouvernement Généraal Roeanda-Oeroendi voor het dienstjaar 1930 goed te keuren.

De Voorzitter.

V. VOLCKAERT.

De Verslaggever,
R. LEYNIERS

BIJLAGE

Vraag door de Commissie gesteld met het antwoord van de Regeering.

VRAAG. — Een krediet van 7 miljoen frank wordt op de buitengewone begrooting aangevraagd voor het overbrengen van de school voor tropische geneeskunde naar Antwerpen.

De Commissie voor de Koloniën verzoekt den Minister van Koloniën enkele aanvullende inlichtingen te verstrekken over dit ontwerp.

ANTWOORD. — De Memorie van toelichting brengt in herinnering dat dit vraagstuk sedert verschillende jaren wordt besproken. Het gaat er om te weten of de geneeskundige instellingen (school voor tropische geneeskunde, kliniek Leopold II) die zich bezig houden

met de opleiding van het geneeskundig personeel of met de behandeling van de koloniale ziekten zich moeten bevinden daar waar het ministerie van Koloniën gevestigd is of zoo het daarentegen past ze te centraliseeren in eene haven.

De overgrootste meerderheid van de bevoegde personen op geneeskundig gebied hebben zich uitgesproken ten voordeele van de concentratie der geneeskundige instellingen in eene zeehaven, Antwerpen in dit geval.

De meening der wetenschappelijke kringen wordt trouwens bevestigd door het voorbeeld dat de groote koloniale mogenheden ons bieden : alle hebben zij hunne diensten voor koloniale genees-

kunde geconcentreerd in de havens, die in nauwe betrekkingen staan met de overzeesche landen.

Met het hiertoe aangevraagde krediet dient in verband gebracht de bijzondere bepaling, in te lasschen in de wet houdende de gewone begrooting, en ertoe strekkende van het Parlement te bekomen dat al de rechten zouden worden gegeven aan den Minister van Koloniën alsmede aan den Minister van Financiën van België, met het oog op het te gelde maken van de goederen toebehoorende aan de kliniek Leopold II, die terzelfder

tijd naar Antwerpen zal worden overgebracht.

De oplossing door de Regeering voor dit vraagstuk voorgesteld strookt dus met de lessen van de wetenschap en met de voorbeelden der koloniale mogenheden.

Met genoegen stel ik vast dat de inspanning, die men aan de Kolonie te dezer zake vraagt, zal worden gedeeld door de provincie en door de stad Antwerpen, alsmede door edelmoedige personen tot dewelke de erkentelijkheid van de Kolonie gaat.